

Malgré la forte demande, les jeunes Africains boudent l'agriculture

Par **Gaëlle Laleix**

RFI Diffusion : lundi 12 décembre 2016



Un champ agricole au Mali. Getty Images/Santiago Urquijo

Et si le secteur agroalimentaire était une solution pour l'emploi en Afrique? Cette question a été soulevée lors du colloque annuel de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, qui s'est tenu en fin de semaine dernière à Paris. En 2025, 330 millions de jeunes Africains seront arrivés sur le marché du travail. Les deux tiers d'entre eux seront en zone rurale. Avec la plus forte croissance démographique au monde, l'Afrique a un besoin crucial de développer son agriculture. Mais ce secteur n'attire pas la jeunesse.

Papa Bakary Coly est aviculteur dans la région des Niayes, à une trentaine de kilomètres de Dakar. Son exploitation produit 3 millions d'oeufs et 24 000 poulets par an, et emploie quinze personnes. Il dispose d'un hectare et demi, un petit lopin, mais au Sénégal, c'est la première difficulté.

« L'accès au foncier est très difficile pour un jeune. 95% des terres appartiennent au domaine national. C'est-à-dire que l'Etat est garant, il les gère au nom de la communauté. Il faut donc aussi se rapprocher des communautés rurales qui doivent avoir une délibération pour vous confier ou non la terre », explique Papa Bakary Coly. « En général, les gens ne font pas confiance aux jeunes, donc c'est difficile. » « L'autre problème, c'est l'accès au financement, ajoute l'aviculteur. Aujourd'hui, on est en train de connecter les jeunes aux banques et aux bailleurs pour qu'ils puissent bénéficier de subventions ou autre. Le dernier problème, c'est le marché qui est très difficile. Ce sont des activités qui évoluent en dents de scie. »

Développer sa région

Autre problème : les revenus agricoles qui ne progressent pas. La majorité des ruraux africains vivent avec moins d'un euro par jour. Christine Njole Ndoumbe est Camerounaise. Elle produit du [poivre du penja](#). Cette épice dispose d'une indication géographique protégée et se vend aujourd'hui 20 euros le kilo. Une valorisation qui a permis le développement de la région.

« Parce que nous nous sommes battus, il y a de l'eau courante, de la lumière, de plus en plus de routes qui sont tracées. Nous avons des centres de santé, des collèges, nous nous battons même pour avoir des universités de manière à ce que nos enfants ne partent plus de la zone rurale, mais restent là pour tout leur cursus. », explique-t-elle. Christine Njole Ndoumb espère que *« lorsque les jeunes verront qu'on a amélioré les infrastructures, qu'il y a des routes, de l'électricité... Les zones rurales deviendront attrayantes et ils prendront le pli. Il y a tellement à faire. C'est une question de politique. Les zones rurales sont laissées pour compte. »,* regrette-t-elle.

Culture sur table

Et si les jeunes ne viennent pas à l'agriculture, alors c'est l'agriculture qui viendra à eux. C'est en tout cas, le pari de la coopérative [Femmes en Action](#), installée à Bamako, où 14 femmes produisent et transforment du poisson de pisciculture, dans des petits bassins installés chez elles. Elles font aussi du maraîchage hors sol.

« C'est un maraîchage que l'on réalise sur des tables. Tout ce que l'on peut cultiver à terre peut se faire sur ces tables-là », montre Sana Wony Tieminta, présidente de la coopérative. *« L'idée nous est venue quand on a vu que l'urbanisation galopante de Bamako poussait au déguerpissement des femmes qui vivaient au bord du fleuve, avec très peu de moyens pour elles de se réinstaller. Donc, on y a vu une solution. On installe ces tables dans sa cour, sur le toit de la maison, à côté de la cuisine, un peu partout. Ça ne prend pas de place et ça a les mêmes rendements. »* ajoute-t-elle.

La coopérative a réalisé l'année dernière 7 millions de francs CFA de bénéfices, soit plus de 10 000 euros.